

Enquête canadienne sur la situation des entreprises, troisième trimestre de 2022

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est dans *Le Quotidien*, le mardi 30 août 2022

Le produit intérieur brut (PIB) réel a été essentiellement inchangé en mai, après avoir affiché une modeste hausse de 0,3 % en avril. Les pressions inflationnistes se sont poursuivies en juillet, au moment où l'Indice des prix à la consommation (IPC) du Canada a augmenté de 7,6 % d'une année à l'autre, après avoir enregistré une hausse de 8,1 % en juin. L'emploi a reculé de 43 000 (-0,2 %) en juin, ce qui marque la première baisse de l'emploi non associée à un resserrement des restrictions de santé publique depuis le début de la pandémie de COVID-19. Une nouvelle baisse a été observée en juillet (-31 000) et le taux de chômage est resté à un creux record de 4,9 %.

Dans ce contexte macroéconomique, Statistique Canada a mené l'Enquête canadienne sur la situation des entreprises de juillet au début d'août 2022. L'enquête permet de recueillir des renseignements sur l'environnement dans lequel les entreprises exercent actuellement leurs activités et sur leurs attentes concernant l'avenir.

Les pressions inflationnistes, combinées aux défis liés à la main-d'œuvre et aux problèmes liés à la chaîne d'approvisionnement, ont touché les entreprises de diverses façons. Au cours des trois prochains mois (voir la note aux lecteurs), les entreprises continuaient de s'attendre à devoir composer avec divers obstacles liés à l'augmentation des coûts, à l'embauche et au maintien en poste, ainsi qu'aux chaînes d'approvisionnement et à la hausse de l'inflation. Près du tiers des entreprises qui éprouvaient des difficultés à maintenir leurs niveaux des stocks ou à acquérir des intrants, des produits et des fournitures, au pays ou en provenance de l'étranger, s'attendaient à ce que ces défis s'aggravent à court terme. Au cours des trois prochains mois, la moitié des entreprises s'attendaient à ce que leur rentabilité reste relativement inchangée, le tiers d'entre elles s'attendaient à une augmentation des prix qu'elles facturent et les quatre cinquièmes s'attendaient à ce que leur nombre d'employés reste le même.

Les entreprises s'attendent à devoir composer avec des obstacles liés à la hausse de l'inflation et des coûts

De nombreuses entreprises s'attendaient à continuer d'éprouver des difficultés en raison de la hausse de l'inflation et des coûts liés aux intrants, au transport et aux assurances. Les prix des matières brutes achetées par les fabricants exerçant des activités au Canada, mesurés par l'Indice des prix des matières brutes, ont augmenté de 19,1 % d'une année à l'autre en juillet, après s'être accrus de 32,4 % d'une année à l'autre en juin, tandis que les prix de l'énergie ont augmenté de 38,8 % d'une année à l'autre en juillet. Parallèlement, le salaire horaire moyen des employés a affiché une hausse de 5,2 % d'une année à l'autre en juillet.

La hausse de l'inflation était le principal obstacle attendu par les entreprises au cours des trois prochains mois; 3 entreprises sur 5 (60,0 %) s'attendaient à ce qu'elle constitue un obstacle, particulièrement les entreprises des secteurs des services d'hébergement et de restauration (78,2 %), de la construction (72,0 %) et de la fabrication (67,8 %).

La hausse du coût des intrants, y compris la main-d'œuvre, le capital, l'énergie et les matières premières, était le deuxième obstacle le plus attendu, 47,1 % des entreprises s'attendant à ce qu'il constitue un obstacle, en légère baisse par rapport à près de la moitié (49,7 %) des entreprises au deuxième trimestre. La hausse du coût des intrants était attendue comme un obstacle pour environ 7 entreprises sur 10 dans les domaines de l'agriculture, de la foresterie, de la pêche et de la chasse (71,7 %); de la fabrication (71,3 %); et des services d'hébergement et de restauration (69,6 %).

Près des deux cinquièmes (38,4 %) des entreprises s'attendaient à ce que les coûts liés au transport constituent un obstacle au cours des trois prochains mois, principalement les entreprises dans le secteur du transport et de l'entreposage (63,8 %) et celles dans le secteur de la construction (61,9 %).



Dans l'ensemble, 31,7 % des entreprises s'attendaient à ce que les coûts des assurances constituent un obstacle au cours des trois prochains mois. C'était le cas pour plus de la moitié (51,0 %) des entreprises dans le secteur du transport et de l'entreposage et de plus des deux cinquièmes (43,3 %) des entreprises dans le secteur de la construction.

Tableau 1
Obstacles liés aux coûts attendus par les entreprises ou organismes au cours des trois prochains mois, selon l'industrie, troisième trimestre de 2022

	Hausse de l'inflation	Hausse du coût des intrants	Coûts liés au transport	Hausse des taux d'intérêt et des coûts liés aux dettes	Coût des assurances	Hausse des coûts liés à l'immobilier, à la location ou à l'impôt foncier
	% des entreprises					
Toutes les industries	60,0	47,1	38,4	37,0	31,7	26,1
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	61,7	71,7	56,9	58,5	38,7	34,5
Extraction minière, exploitation en carrière, et extraction de pétrole et de gaz	56,6	54,4	47,7	35,3	36,1	12,4
Construction	72,0	62,2	61,9	43,4	43,3	25,7
Fabrication	67,8	71,3	59,0	39,2	29,1	28,4
Commerce de gros	56,2	51,2	55,5	27,2	21,5	23,3
Commerce de détail	65,8	49,1	41,8	39,3	27,9	26,2
Transport et entreposage	54,5	44,3	63,8	43,1	51,0	22,6
Industries de l'information et de la culture	52,8	31,4	24,0	23,8	17,8	14,7
Services immobiliers et services de location et de location à bail	41,6	20,8	13,3	28,4	13,5	15,8
Services professionnels, scientifiques et techniques	49,9	26,1	22,1	42,8	34,2	35,4
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement	54,2	36,6	19,0	32,6	20,4	22,0
Soins de santé et assistance sociale	59,2	44,6	46,2	31,0	30,8	20,3
Arts, spectacles et loisirs	51,8	29,0	17,4	31,2	26,7	30,4
Services d'hébergement et de restauration	53,5	38,6	23,4	20,8	33,1	22,2
Autres services (sauf les administrations publiques)	78,2	69,6	37,0	42,6	39,2	32,4
	56,0	44,3	27,1	31,6	34,8	26,1

Source(s) : Tableau 33-10-0534-01.

Les problèmes liés à la chaîne d'approvisionnement persistent

Plus du quart (26,8 %) des entreprises s'attendaient à avoir de la difficulté à acquérir des intrants, des produits ou des fournitures à l'échelle nationale au cours des trois prochains mois. Parmi ces entreprises, plus de la moitié (54,3 %) s'attendaient à ce que ces défis se poursuivent pendant six mois ou plus, soit un peu moins qu'au trimestre précédent (57,3 %). Parallèlement, le tiers (33,3 %) ne savaient pas pendant combien de temps ces défis persisteraient. Près de la moitié des entreprises du secteur de la construction (47,8 %) et plus des deux cinquièmes des entreprises du secteur de la fabrication (43,9 %) s'attendaient à avoir de la difficulté à acquérir des intrants, des produits ou des fournitures au pays au cours des trois prochains mois.

Parmi les entreprises qui s'attendaient à devoir composer avec des défis liés à la chaîne d'approvisionnement au cours des trois prochains mois, que ce soit la difficulté dans le maintien des niveaux des stocks ou l'acquisition des intrants, des produits ou des fournitures au pays ou à l'étranger, près des trois cinquièmes (58,2 %) ont indiqué que les défis auxquels l'entreprise était confrontée se sont aggravés au cours des trois derniers mois, en baisse par rapport à plus des deux tiers (67,9 %) des entreprises lors du deuxième trimestre. Les principaux facteurs qui ont contribué à aggraver les difficultés liées à la chaîne d'approvisionnement auxquels les entreprises sont confrontées sont l'augmentation des retards dans la livraison des intrants, des produits ou des fournitures (82,7 %), l'augmentation des prix des intrants, des produits ou des fournitures (78,3 %) et les pénuries d'approvisionnement provoquant une baisse du nombre d'intrants, de produits ou de fournitures disponibles (72,3 %).

Alors que près de 1 entreprise sur 10 (9,5 %) s'attendait à ce que les défis liés à la chaîne d'approvisionnement s'améliorent au cours des trois prochains mois, près des trois cinquièmes (58,6 %) des entreprises s'attendaient à ce que la situation demeure à peu près la même, et près du tiers (31,9 %) s'attendaient à ce que les défis liés à la chaîne d'approvisionnement s'aggravent.

Un moins grand nombre d'entreprises prévoient augmenter leurs prix au cours des trois prochains mois par rapport au trimestre précédent

L'IPC a augmenté de 3,4 % sur une base annuelle moyenne en 2021, après s'être accru de 0,7 % en 2020. Toutefois, en juillet 2022, les prix à la consommation au Canada ont augmenté de 7,6 % d'une année à l'autre, après avoir affiché une hausse de 8,1 % en juin. Cette hausse observée en juin représente la plus importante variation annuelle depuis janvier 1983. Lorsqu'on leur a posé des questions au sujet de leurs attentes au cours des trois prochains mois, plus du tiers (34,0 %) des entreprises prévoyaient augmenter leurs prix. Bien que cela représente une baisse par rapport à la proportion de près des deux cinquièmes (39,0 %) au deuxième trimestre de 2022, cette diminution fait suite à trois trimestres d'augmentation continue de la proportion d'entreprises qui prévoyaient augmenter leurs prix. Plus de la moitié des entreprises dans les secteurs du commerce de détail (54,1 %) et du commerce de gros (51,0 %), et la moitié (50,0 %) des entreprises du secteur de l'hébergement et des services de restauration prévoyaient augmenter leurs prix au cours des trois prochains mois.

La moitié (50,0 %) des entreprises s'attendaient à ce que la rentabilité demeure relativement inchangée au cours des trois prochains mois. Plus du tiers (35,9 %) des entreprises s'attendaient à ce que leur rentabilité diminue, tandis que 11,2 % d'entre elles s'attendaient à ce qu'elle augmente. Les attentes en matière de rentabilité future différaient selon l'industrie. Près des trois cinquièmes (58,7 %) des entreprises du secteur des services d'hébergement et de restauration, plus de la moitié (51,4 %) des entreprises du secteur du transport et de l'entreposage et plus des deux cinquièmes (42,7 %) des entreprises des secteurs de l'agriculture, de la foresterie, de la pêche et de la chasse s'attendaient à une baisse de la rentabilité. Parallèlement, 16,9 % des entreprises du secteur de la fabrication et 16,8 % des entreprises de commerce de détail s'attendaient à une augmentation de la rentabilité.

Les quatre cinquièmes (80,4 %) des entreprises s'attendaient à conserver le même nombre d'employés au cours des trois prochains mois, en hausse par rapport à la proportion de 76,9 % déclarée au cours du deuxième trimestre. En revanche, 7,2 % des entreprises s'attendaient à ce que leur nombre d'employés diminue; il s'agit d'une augmentation par rapport à la proportion de 5,0 % enregistrée au deuxième trimestre. Dans le secteur des services d'hébergement et de restauration, 14,0 % des entreprises s'attendaient à une diminution du nombre de services employés au cours des trois prochains mois.

Tableau 2**Attentes des entreprises ou des organismes au cours des trois prochains mois, deuxième et troisième trimestres de 2022**

	Changement attendu, deuxième trimestre de 2022				Changement attendu, troisième trimestre de 2022			
	Augmentation	À peu près inchangé	Diminution	Sans objet	Augmentation	À peu près inchangé	Diminution	Sans objet
	% des entreprises							
Nombre d'employés	18,1	76,9	5,0	0,0	12,3	80,4	7,2	0,0
Postes vacants	8,8	50,4	6,1	34,7	8,2	53,2	5,0	33,7
Ventes des produits et services offerts par l'entreprise ou l'organisme	25,2	60,2	11,2	3,4	17,2	64,3	14,6	3,9
Prix de vente des produits et services offerts par l'entreprise ou l'organisme	39,0	54,4	3,0	3,5	34,0	57,5	4,4	4,1
Demande pour les produits et services offerts par l'entreprise ou l'organisme	30,3	60,5	9,2	0,0	22,4	64,8	12,9	0,0
Rentabilité	15,3	52,5	29,5	2,6	11,2	50,0	35,9	3,0

Source(s) : Tableaux [33-10-0503-01](#) et [33-10-0533-01](#).

Les entreprises mettent en œuvre des plans de recrutement, de maintien en poste et de formation pour surmonter les obstacles liés à la main-d'œuvre

Les entreprises sont confrontées à des obstacles liés à la main-d'œuvre. Dans un contexte de demande de main-d'œuvre élevée, le récent resserrement du marché du travail s'est caractérisé par de faibles taux de chômage et des niveaux élevés d'activité chez les personnes du principal groupe d'âge actif des 25 à 54 ans. Le taux de chômage de la population faisant partie du principal groupe d'âge actif était de 4,0 %, tandis que le taux d'activité était de 87,9 % en juillet 2022.

Le recrutement d'employés qualifiés a été mentionné comme un obstacle prévu au cours des trois prochains mois par près des deux cinquièmes (38,7 %) de toutes les entreprises, surtout celles appartenant aux secteurs de la construction (51,1 %), des soins de santé et de l'assistance sociale (49,3 %) ainsi que des services d'hébergement et de restauration (48,9 %). De plus, la pénurie de main-d'œuvre était attendue comme un obstacle par près des deux cinquièmes (37,1 %) des entreprises, tandis que le maintien en poste d'employés qualifiés était attendu comme un obstacle par près du tiers (30,9 %) des entreprises.

Parmi les entreprises qui s'attendaient à devoir surmonter des obstacles liés à la main-d'œuvre (pénurie de main-d'œuvre, recrutement d'employés qualifiés ou maintien en poste d'employés qualifiés) au cours des trois prochains mois, plus des trois cinquièmes (61,8 %) ont déclaré que les défis liés au recrutement et au maintien en poste d'employés sont plus difficiles qu'il y a 12 mois.

En ce qui concerne les postes vacants, 8,2 % des entreprises s'attendaient à avoir plus de postes vacants au cours des trois prochains mois, un pourcentage relativement inchangé par rapport à celui de 8,8 % observé au deuxième trimestre. Toutefois, 21,7 % des entreprises du secteur des services d'hébergement et de restauration s'attendaient à avoir plus de postes vacants, ce qui représente plus du double de la proportion pour toutes les entreprises au troisième trimestre.

La majorité des entreprises prévoient une croissance annuelle moyenne positive au cours des trois prochaines années

Près des trois quarts (72,9 %) des entreprises s'attendaient à une croissance annuelle moyenne positive au cours des trois prochaines années, et près des deux tiers (65,0 %) prévoyaient une croissance allant de 1 % à 15 % par année. Parallèlement, 14,6 % des entreprises prévoyaient une croissance nulle au cours des trois prochaines années. Parmi ces entreprises, plus du tiers (34,3 %) étaient satisfaites de leur niveau de revenu actuel, alors que 27,7 % ne croyaient pas que l'environnement économique puisse soutenir une croissance importante.

Commerce interprovincial et obstacles

Au cours des 12 derniers mois, un peu plus du cinquième (21,4 %) des entreprises ont exporté des biens ou des services vers une autre province ou un autre territoire ou en ont importé. Plus de la moitié de ces entreprises ont mené des activités commerciales interprovinciales avec l'Ontario (57,0 %), tandis que près de la moitié l'ont fait avec la Colombie-Britannique (48,1 %), l'Alberta (46,6 %) et le Québec (41,9 %). Parallèlement, 5,7 % des entreprises n'ont pas fait de commerce interprovincial en raison d'obstacles à la conduite des affaires dans une autre province ou un autre territoire. Parmi les entreprises qui ont mené des activités commerciales interprovinciales ou qui ont déclaré que des obstacles les empêchaient de le faire, 16,5 % ont mentionné les pénuries de main-d'œuvre et 15,5 % ont mentionné la géographie ou la distance comme des obstacles.

Perspectives d'avenir

Plus des deux tiers (69,4 %) des entreprises ont déclaré être soit très optimistes, soit plutôt optimistes quant à leur avenir au cours des 12 prochains mois. Les entreprises les plus susceptibles d'être optimistes quant à leurs perspectives d'avenir étaient celles du secteur des arts, des spectacles et des loisirs (80,9 %) et de celui des soins de santé et de l'assistance sociale (80,0 %).

Note aux lecteurs

Les données de l'Enquête canadienne sur la situation des entreprises sont maintenant accessibles. Les tableaux présentent les données à l'échelle nationale, provinciale et territoriale, selon le secteur d'activité, la taille de l'effectif, le type d'entreprise et le propriétaire majoritaire. Les données sont également offertes sur demande pour les 20 plus grandes villes du Canada.

Les résultats de cette enquête s'appliquent à toutes les entreprises ayant des salariés au Canada. L'enquête est menée tous les trimestres afin de recueillir des données auprès des entreprises au Canada de manière plus efficace et plus rapide qu'au moyen des méthodes d'enquête traditionnelles.

L'enquête la plus récente a été menée du 4 juillet au 8 août 2022. Les répondants ont été questionnés à propos de leurs attentes pour la période des trois prochains mois. Par conséquent, cette période des trois prochains mois peut s'échelonner du 4 juillet au 8 novembre 2022, selon la date de la réponse de l'entreprise.

Statistique Canada souhaite remercier tous les Canadiens et toutes les Canadiennes qui ont pris le temps de répondre aux questions de la présente enquête. Leur participation a permis de mieux comprendre l'économie et les entreprises canadiennes.

Tableaux disponibles : [33-10-0532-01](#) à [33-10-0550-01](#) et [33-10-0552-01](#) à [33-10-0567-01](#) .

Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête [5318](#).

L'infographie intitulée « [Situation des entreprises au Canada, troisième trimestre de 2022](#) », qui fait partie de la série *Statistique Canada — Infographies (11-627-M)*, est offerte.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca), ou communiquez avec les Relations avec les médias (statcan.mediahotline-ligneinfomedias.statcan@statcan.gc.ca).